

Les subsides

Aujourd'hui, le secrétaire d'État a parlé d'une société canadienne de communications. Je lui rappellerais que c'est le gouvernement libéral qui a créé cette société en fusionnant quatre agences de publicité libérale. Vraiment, l'information qu'il nous a livrée dans son discours aujourd'hui mérite d'être rectifiée. S'il veut en être convaincu, je le renvoie au fascicule n° 66 du comité permanent des prévisions budgétaires en général. Son collègue, le ministre des Approvisionnements et Services (M. Blais) qui a témoigné devant le comité, nous a communiqué certains renseignements. Au lieu de mettre en doute ce que je dis, le ministre ferait mieux d'aller en parler à son collègue.

Le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty) qui était responsable de la publicité au cabinet, a fait tout ce qu'il a pu pour ramener de 60 à 45 millions de dollars le budget consacré à cette fin. Nous avons supprimé certaines annonces, surtout celles qui sentaient la propagande. Chaque fois qu'il recevait une demande, le Conseil du Trésor posait deux questions: tout d'abord, le projet est-il nécessaire et, faute de réponse satisfaisante, le projet était rejeté. L'autre question était de savoir si le parti conservateur devait exécuter le projet. C'est l'une des grandes différences entre ce qui s'est passé pendant la brève période où mon parti était au gouvernement et ce qui se produit aujourd'hui, où le service d'information a un budget de 250 millions de dollars. Le coût de la publicité tendancieuse s'élève déjà à 70 millions et cette année, et grâce au budget supplémentaire, il atteindra peut-être 100 millions de dollars.

La campagne publicitaire du gouvernement vise à diriger les débats sur l'énergie, à nous couper l'herbe sous le pied, à la Chambre, en informant le public et en reprenant le contrôle grâce à des mesures, des initiatives et de la propagande. Voilà ce que cherche à faire le gouvernement avec le Programme énergétique national. D'après la publicité, il veut supprimer l'énergie de la liste des problèmes prioritaires du pays. Il en a pour son argent, monsieur l'Orateur. C'est pour cette raison que nous voyons imprimer ces pages complètes de publicité concernant l'énergie, qui louent le gouvernement et ses merveilleuses réalisations. Je ne sais pas pourquoi il ne sert pas des caméras de télévision, du harsard et de la tribune des journalistes qui ne désempilent pas. Toutefois, cela ne suffit pas au gouvernement. Les Canadiens entendent parler de tous côtés de ce que font ces grands génies de leur argent et cela les irrite. Le gouvernement pense qu'il peut les calmer grâce à une propagande qui est aussi malhonnête que les belles paroles qu'il nous prodigue à la Chambre.

L'ex-président de la Chambre canadienne de commerce—il a démissionné—est un Canadien et un libéral très éminent. C'était un libéral un peu vieux jeu, mais je crois qu'il fait maintenant partie du groupe des néo-conservateurs. M. Stanley Roberts s'est rendu dans la circonscription de Capilano pour y faire des discours, pour voir s'il y a ses chances, en tant que candidat libéral. J'ai entendu dire qu'il s'était rendu à Lachine et que le député de cette circonscription (M. Blaker) s'inquiète de devoir défendre sa place, car M. Stanley Roberts souhaite devenir le nouveau chef du parti libéral du Canada. Il a dit à propos de la propagande du ministère de l'Emploi et de l'Immigration que cet argent aurait dû être utilisé pour des programmes de formation de la main-d'œuvre et il a ajouté

que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) prétend qu'il n'a pas assez d'argent pour mettre sur pied de tels programmes, mais que cela ne l'empêche pas de dépenser de l'argent pour de la publicité. Il faut se demander quelles sont les priorités du ministre, a-t-il dit. C'est ce que pense M. Stanley Roberts, qui pourrait être le nouveau chef du parti libéral du Canada.

M. Regan: Il a autant de chance de le devenir que vous en avez vous-même de devenir chef du parti conservateur!

M. Huntington: Mon collègue, le député de Wellington-Dufferin-Simcoe a signalé à la Chambre que les sociétés de la Couronne dépensent plus de 70 millions de dollars pour des campagnes de propagande et que nous n'avons aucun moyen de les en empêcher. Les annonces nous disent combien le Canada est merveilleux, à quel point le travail que fait Petro-Canada est excellent, combien de nouveaux gisements de pétrole elle a pu exploiter et à quel point les réserves nationales d'énergie ont maintenant augmenté. Ce ne sont que balivernes. Pourtant, les sociétés de la Couronne qui ont maintenant le statut d'organismes ne sont soumises à aucun contrôle. Personne ne peut y toucher. Il existe maintenant tout un sous-gouvernement auquel nous ne pouvons pas toucher et que nous ne pouvons pas contrôler. Le Parlement ne peut exercer aucun contrôle sur ces organismes.

Le gouvernement refuse de présenter une loi sur les sociétés de la Couronne ou sur le libre accès à l'information. Il veut le secret. Il veut imposer sa propagande à un public canadien apathique. C'est de la propagande et rien d'autre.

Jeudi dernier, j'ai fait un travail désagréable. Je me suis occupé de ma réforme d'impôt, ou plutôt de ma déclaration d'impôt. Maintenant que j'ai rempli ma déclaration, je veux une réforme du régime fiscal, monsieur l'Orateur. J'étais tellement en colère après avoir rempli ma déclaration que je n'ai pas pu rester sur la colline et que j'ai dû faire une longue promenade pour m'éloigner de cette enceinte. Je paie pour des annonces en couleur qui coûtent \$16,000 chacune à imprimer. Et que me disent ces annonces? Absolument rien. Voilà votre propagande, monsieur l'Orateur.

• (1700)

[Français]

L'Orateur suppléant (M. Tousignant): A l'ordre! L'honorable député de Shefford (M. Lapierre) invoque le Règlement.

M. Lapierre: Monsieur le président, je suis convaincu que notre honorable collègue avec toute son expérience et pendant ses promenades à l'extérieur du parlement peut songer aux règles parlementaires qui l'empêchent justement de profiter indûment de ces petits instruments qui s'appellent caméras pour essayer d'exhiber toutes sortes de documents.

[Traduction]

M. Huntington: Monsieur l'Orateur, je comprends ce que le député dit, je crois, mais n'est-il pas intéressant de noter qu'ils dépensent \$16,000 chaque fois que ce texte est imprimé pour le montrer aux Canadiens et que, par ailleurs, on ne peut le montrer à la Chambre?